

## **Lettre ouverte à l'Union européenne**

Bruxelles, 16 novembre 2020

Le réseau EU-LAT, la plateforme Europe-Pérou et le réseau international des organisations catholiques (CIDSE) sont des réseaux européens qui œuvrent pour la promotion des droits de l'Homme en Amérique latine. En tant que membres de ces organisations, nous voulons exprimer notre profonde inquiétude face à la crise institutionnelle et politique que traverse actuellement le Pérou ; cinq mois avant les élections, et après la décision du Congrès de révoquer le président de l'Exécutif Martín Vizcarra.

Cette rupture intervient dans une situation complexe en raison des multiples crises qui affectent le Pérou - sanitaire, sociale, économique, environnementale et climatique – et qui compromettent la stabilité et le cadre institutionnel fragile du pays.

Nous tenons à exprimer notre indignation et notre rejet de l'usage disproportionné de la force par la police, en réprimant les nombreuses manifestations publiques. Depuis le 9 novembre, un grand nombre de citoyen(ne)s, en particulier les jeunes, sont descendus dans la rue pour exprimer leur rejet et pour exercer leur droit à la protestation pacifique. L'intervention violente de la police a causé la mort de 2 personnes, 114 blessés, 9 disparus, et un grand nombre d'arrestations a eu lieu. Des actes violents contre les journalistes et les photographes de différents médias ont également été signalés.

De la part de nos organisations, nous voulons transmettre notre solidarité envers le peuple péruvien et nous invitons l'Union européenne et ses États membres à :

- Exprimer son désaccord avec la violation des droits de l'homme par l'État péruvien et à utiliser tous les canaux et mécanismes existants afin que les différentes institutions de l'État péruvien garantissent l'ordre constitutionnel, le respect des institutions, la démocratie, la séparation des pouvoirs et la pleine application des droits de l'homme.
- Garantir le respect des droits de l'homme, en particulier le droit à la liberté d'expression et le droit de manifester.
- Exiger une enquête approfondie sur tous les événements, en particulier les détentions arbitraires, l'usage disproportionné de la force, les décès et les disparitions, afin de déterminer les responsabilités et les sanctions.
- Veiller à ce que le système pénal ne soit pas utilisé abusivement pour criminaliser les manifestations.



- Ouvrir de nouveaux espaces et canaux de dialogue avec la société civile péruvienne afin de disposer d'analyses approfondies et d'informations actualisées provenant de différentes sources.
- Veiller à ce que le processus entourant les élections nationales prévues le 11 avril 2021 soit transparent et conforme aux normes internationales.
- Garantir une observation internationale tout au long du processus électoral et, si la présence d'observateurs sur le terrain n'est pas possible en raison de la pandémie COVID-19, établir des mécanismes alternatifs de contrôle démocratique.